



Assemblée générale

Distr. générale

7 juillet 2023

Français

Original : anglais/espagnol/français

Soixante-dix-huitième session

Point 101 aa) de l'ordre du jour provisoire

Désarmement général et complet

Suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013

Rapport du Secrétaire général

Résumé

On trouvera dans le présent rapport un exposé des vues des États Membres sur la réalisation de l'objectif d'élimination totale des armes nucléaires, en particulier sur les mesures efficaces de désarmement nucléaire, y compris les éléments d'une convention globale sur les armes nucléaires.

* A/78/150.



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Réponses reçues des gouvernements	3
Cuba	3
Inde	5
Maroc	7
Mexique	9
Uruguay	12

I. Introduction

1. Dans sa résolution 77/47 intitulée « Suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013 », l'Assemblée générale a :

a) souligné l'appui vigoureux, exprimé à la réunion de haut niveau sur le désarmement nucléaire qu'elle a tenue le 26 septembre 2013, en faveur de l'adoption urgente de mesures efficaces visant l'élimination totale des armes nucléaires (par. 1) ;

b) demandé que soient respectées sans attendre les obligations juridiques et les engagements pris en matière de désarmement nucléaire et s'est associée aux nombreuses voix qui s'étaient exprimées à la réunion de haut niveau en faveur d'une convention globale sur les armes nucléaires (par. 2 et 3) ;

c) demandé que des négociations commencent au plus tôt, dans le cadre de la Conférence du désarmement, en vue de l'adoption de mesures efficaces de désarmement nucléaire visant à parvenir à l'élimination complète des armes nucléaires et, notamment, de la mise au point d'une convention globale sur les armes nucléaires (par. 4) ;

d) prié le Secrétaire général de solliciter les vues des États Membres sur la réalisation de l'objectif d'élimination totale des armes nucléaires, en particulier sur les mesures efficaces de désarmement nucléaire, y compris les éléments d'une convention globale sur les armes nucléaires, et de lui présenter à sa soixante-dix-huitième session un rapport à ce sujet qu'il transmettrait également à la Conférence du désarmement (par. 13).

2. Comme suite à cette demande, une note verbale a été adressée aux États Membres le 26 janvier 2023, les invitant à communiquer des informations à ce sujet. Les réponses reçues sont présentées dans la section II ci-après. Les réponses reçues après le 31 mai 2023 seront publiées sur le site Web du Bureau des affaires de désarmement, dans la langue de l'original. Aucun additif ne sera publié.

II. Réponses reçues des gouvernements

Cuba

[Original : espagnol]
[28 mars 2023]

L'aspiration légitime à parvenir à l'élimination totale des armes nucléaires, seule manière de garantir que l'humanité ne souffrira plus jamais de leurs conséquences dévastatrices, valide l'objectif selon lequel le désarmement nucléaire est, et doit demeurer, la priorité absolue dans le domaine du désarmement.

Nous sommes nous aussi préoccupés par l'érosion continue du multilatéralisme, qui résulte de l'inobservation, par certains États, des accords internationaux qu'ils ont conclus et des obligations juridiques qui en découlent, notamment en matière de désarmement nucléaire et de non-prolifération des armes nucléaires.

La réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire, qui s'est tenue en 2013 à l'initiative du Mouvement des pays non alignés, a constitué une étape historique dans les travaux des Nations Unies en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires. Elle a notamment eu pour résultat la proclamation du 26 septembre comme Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires.

Nous invitons instamment les entités des Nations Unies, les gouvernements, les parlements et la société civile à en faire plus chaque année pour continuer de célébrer la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires et de mobiliser la communauté internationale en vue de parvenir au désarmement nucléaire.

Nous encourageons les États Membres à participer activement à la réunion plénière de haut niveau que l'Assemblée générale tient chaque année à l'occasion de cette journée internationale.

Cuba continuera de collaborer avec la communauté internationale afin de définir, dans le cadre de la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur le désarmement nucléaire, des mesures et initiatives supplémentaires en vue d'éliminer dès que possible les armes nucléaires.

Nous nous félicitons des manifestations qui ont été organisées au niveau international pour promouvoir un monde exempt d'armes nucléaires. L'élan dont a bénéficié l'objectif d'élimination totale des armes nucléaires a contribué à l'adoption et à l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Cuba est fière d'être le cinquième État à l'avoir ratifié.

Contrairement à ce qu'affirment certains États dotés d'armes nucléaires, le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires contribue de fait au désarmement général et complet et au maintien de la paix et de la sécurité internationales, en créant une nouvelle norme de droit international interdisant catégoriquement les armes nucléaires, en toutes circonstances, et en proposant un cadre solide et juridiquement contraignant aux fins de la destruction et l'élimination totale de ces armes. Avec l'entrée en vigueur du Traité, il est clairement établi que les armes nucléaires sont non seulement inhumaines, immorales et indéfendables sur le plan éthique, mais également illégales.

On ne saurait accepter le perfectionnement et la modernisation des arsenaux nucléaires, qui sont des activités incompatibles avec l'aspiration mondiale à un monde exempt de ces armes et contraires aux normes et principes du droit international et à l'avis consultatif même de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires.

Les questions de désarmement et de sécurité internationale doivent être traitées au moyen du multilatéralisme et de solutions concertées, conformément à la Charte des Nations Unies.

Cuba, qui prône le désarmement général et complet et a fait du rejet des armes nucléaires, de leur prolifération et de leur emploi un principe de politique extérieure établi dans sa Constitution, continuera de défendre le désarmement nucléaire et l'élimination complète des armes nucléaires dans le cadre des réunions et négociations relatives au désarmement.

Nous réaffirmons que, dans le cadre de l'entreprise commune visant à éliminer les armes nucléaires, il importe particulièrement que les résolutions de l'Assemblée générale relatives au suivi de la réunion de haut niveau de 2013 (à savoir les résolutions [68/32](#), [69/58](#), [70/34](#), [71/71](#), [72/251](#), [73/40](#), [74/54](#), [75/45](#), [76/36](#) et [77/47](#)) soient pleinement appliquées.

Inde

[Original : anglais]

[31 mai 2023]

L'Inde a voté en faveur de la résolution [77/47](#) de l'Assemblée générale, intitulée « Suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013 », qui a été présentée par les pays du Mouvement des pays non alignés. Dans cette résolution, l'Assemblée demande que des négociations commencent au plus tôt, dans le cadre de la Conférence du désarmement, en vue de l'adoption de mesures efficaces de désarmement nucléaire visant à parvenir à l'élimination complète des armes nucléaires et, notamment, de la mise au point d'une convention globale sur les armes nucléaires.

L'Inde participe activement aux efforts déployés au niveau mondial pour promouvoir l'aspiration commune au désarmement nucléaire. Elle reste engagée en faveur d'un désarmement nucléaire universel, non discriminatoire et vérifiable. Dans son document de travail sur le désarmement nucléaire, présenté à la Conférence du désarmement en 2007 ([CD/1816](#)), elle imagine un processus graduel, étayé par un engagement universel et un cadre multilatéral mondial et non discriminatoire adopté d'un commun accord, le but étant de parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires. En tant qu'État responsable doté d'armes nucléaires, l'Inde poursuit une politique de maintien d'une dissuasion minimale crédible, fondée sur le principe consistant à ne pas employer en premier l'arme nucléaire et le non-recours aux armes nucléaires contre des États qui n'en possèdent pas.

Nous demandons instamment à la communauté internationale d'intensifier le dialogue afin de trouver un consensus en vue d'atteindre l'objectif commun du désarmement nucléaire, sur la base des éléments suivants (qui figurent également dans le document de travail [CD/1816](#)) :

- Réaffirmation de l'engagement sans équivoque pris par tous les États dotés de l'arme nucléaire d'atteindre l'objectif d'élimination totale des armes nucléaires ;
- Réduction du poids des armes nucléaires dans les doctrines de sécurité ;
- Adoption, par les États dotés d'armes nucléaires, de mesures visant à réduire le danger nucléaire, notamment les risques de guerre nucléaire accidentelle, et mise en veille des armes nucléaires de sorte à prévenir toute utilisation involontaire ou accidentelle de ces armes ;
- Négociation par les États dotés de l'arme nucléaire d'un accord global prévoyant le non-recours en premier aux armes nucléaires ;
- Négociation d'un accord universel et juridiquement contraignant prévoyant le non-recours aux armes nucléaires contre des États qui n'en possèdent pas ;
- Négociation d'une convention sur l'interdiction complète de l'utilisation ou de la menace d'utilisation d'armes nucléaires ;
- Négociation d'une convention sur les armes nucléaires interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'utilisation d'armes nucléaires, et prévoyant leur destruction, en vue de parvenir à une élimination globale, non discriminatoire et vérifiable des armes nucléaires selon un calendrier précis.

L'Inde appelle de nouveau à la mise en œuvre de ces mesures, y compris la négociation d'une convention globale sur les armes nucléaires dans le cadre de la Conférence du désarmement, comme l'a également demandé le Mouvement des pays non alignés.

Les deux résolutions intitulées « Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires » et « Réduction du danger nucléaire » que l'Inde dépose chaque année devant l'Assemblée générale illustrent son profond attachement à l'objectif commun du désarmement nucléaire.

L'Inde accorde une grande importance à la Conférence du désarmement, unique instance multilatérale pour les négociations sur le désarmement, dont le mandat s'appuie sur le Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement et dont le rôle a été réaffirmé dans la résolution 77/89 de l'Assemblée générale.

Sans remettre en question la priorité qu'elle accorde au désarmement, l'Inde est favorable à l'ouverture immédiate, dans le cadre de la Conférence du désarmement, de négociations relatives à un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, conformément au document CD/1299 et au mandat qui y est énoncé, lesquels constituent toujours le meilleur point de départ de telles négociations.

L'Inde participe activement aux activités du triptyque pour le désarmement (à savoir la Conférence du désarmement, la Première Commission de l'Assemblée générale et la Commission du désarmement), afin de mettre en évidence les problèmes contemporains qui se posent sur les plans de la paix et de la sécurité mondiales et d'encourager un dialogue multilatéral porteur de résultats concrets.

L'Inde a conscience qu'il faut renforcer la coopération internationale et promouvoir les utilisations pacifiques de la science et de la technique au moyen du transfert de technologies, du partage d'informations et de l'échange de matériel et d'équipement. Dans la résolution intitulée « Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement », que l'Inde dépose chaque année devant l'Assemblée générale et qui est adoptée par consensus, l'Assemblée engage les États Membres à continuer de veiller à suivre de près les récentes évolutions scientifiques et techniques qui pourraient mettre en péril la sécurité internationale. Il y est également souligné qu'il importe que les États Membres collaborent avec les parties prenantes concernées, notamment les experts du secteur industriel, de la communauté scientifique et de la société civile pour relever ce défi. Les États Membres sont invités à continuer de s'employer à mettre les progrès de la science et de la technique au service du désarmement.

Nous sommes profondément préoccupés par la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, qui met en danger la paix et la sécurité internationales. Le grave danger que représente la possibilité pour des terroristes d'acquérir des armes de destruction massive oblige les États Membres à travailler ensemble. Dans la résolution de consensus intitulée « Mesures visant à empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive » qu'elle dépose chaque année devant l'Assemblée générale, l'Inde appelle l'attention du monde sur ces menaces et sur la nécessité de renforcer la coopération internationale pour y faire face.

En septembre 2022, l'Inde a participé à la réunion plénière de haut niveau convoquée par l'Assemblée générale pour célébrer la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires. Elle estime qu'en associant la confiance, la volonté politique et un dialogue approfondi entre les États, on pourra parvenir à un consensus en vue d'atteindre l'objectif commun d'un monde exempt d'armes nucléaires. Elle est prête à collaborer avec tous les États Membres pour atteindre ce noble objectif.

Maroc

[Original : français]

[2 mars 2023]

La contribution du Maroc est soumise conformément au paragraphe 13 de la résolution 77/47 de l'Assemblée générale intitulée « Suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013 », dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de solliciter les vues des États Membres sur la réalisation de l'objectif d'élimination totale des armes nucléaires, en particulier sur les mesures efficaces de désarmement nucléaire, y compris les éléments d'une convention globale sur les armes nucléaires.

Le Maroc a voté pour la résolution, dont le projet de texte avait été déposé par l'Indonésie au nom des États membres du Mouvement des pays non alignés, dans laquelle l'Assemblée générale a demandé que des négociations commencent au plus tôt, dans le cadre de la Conférence du désarmement, en vue de l'adoption de mesures efficaces de désarmement nucléaire visant à parvenir à l'élimination complète des armes nucléaires et, notamment, de la mise au point d'une convention globale sur les armes nucléaires.

Le Maroc souligne l'importance d'organiser régulièrement une réunion de haut niveau pour célébrer la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires dans le cadre des travaux de l'Assemblée générale, ce qui permettra de maintenir la question du désarmement au cœur du programme politique des États Membres.

La politique de non-prolifération et de désarmement du Maroc est fondée sur :

- a) le respect de la Charte des Nations Unies et de la légalité internationale ;
- b) l'engagement ferme et sans faille en faveur des efforts de non-prolifération et du désarmement ;
- c) le respect scrupuleux de ses engagements internationaux au moyen de l'application transparente et loyale des instruments auxquels il a souscrit ;
- d) le choix du multilatéralisme et du référentiel de l'ONU, en tant que cadre idoine pour l'élaboration de nouveaux instruments et de stratégies internationales en matière de non-prolifération et de désarmement ;
- e) le recours au dialogue et à la voie diplomatique pour résoudre tous les différends dans le domaine de la non-prolifération et du contrôle des armes ;
- f) le respect de l'équilibre entre la non-prolifération, le désarmement et le transfert de technologie à des fins pacifiques ;
- g) le désarmement en tant qu'objectif ultime de la communauté internationale en vue de la sauvegarde de la paix et de la sécurité internationales ;
- h) l'application universelle et équilibrée des instruments internationaux.

Le Maroc, qui a signé le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 1968 et l'a ratifié en 1970, souligne que ce traité constitue la pierre angulaire du régime de désarmement et de non-prolifération et considère que, malgré l'incapacité de la Conférence d'examen de 2015 à adopter un document final, tous les États parties sont tenus de respecter les engagements pris lors des sessions passées.

Le Maroc, qui considère que le désarmement nucléaire demeure la plus haute priorité en matière de désarmement, rappelle l'importance pour les Parties au Traité sur la non-prolifération de mettre en œuvre son article VI, en vertu duquel ils s'engagent « à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace ».

Le Maroc considère la Conférence du désarmement comme l'unique instance multilatérale de négociation sur le désarmement et espère que les travaux des organes

subsidiaries qui ont été créés permettront de faire émerger une convergence des points de vue en vue de tenir des négociations sur des instruments juridiquement contraignants en matière de désarmement.

Le Royaume du Maroc, qui a été parmi les premiers pays à s'engager en faveur d'une interdiction irréversible des essais nucléaires au moyen d'un traité universel et effectivement vérifiable, a signé le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en 1996 et l'a ratifié en 2000.

Le Maroc regrette que, plus de 25 ans après son ouverture à la signature, et malgré le large soutien politique dont il jouit, avec 186 signatures et 177 ratifications, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ne soit toujours pas entré en vigueur alors que le régime de vérification requis par ce traité ne cesse de progresser.

Le Maroc, qui contribue aux efforts de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, réitère l'appel qu'il a lancé à tous les pays qui ne l'ont pas encore fait, notamment à ceux figurant à l'annexe II du Traité, à signer et/ou à ratifier le Traité afin de combler une lacune importante dans le régime international de désarmement et de non-prolifération nucléaires.

Conformément à ses engagements en matière de non-prolifération au titre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, le Maroc a conclu avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), en 1975, un accord de garanties permettant à l'AIEA de procéder à des vérifications qui visent à donner des assurances quant à la nature pacifique des matières et des activités nucléaires au Maroc, et signé, en 2004, un protocole additionnel à cet accord. Le Maroc souligne que la vérification supervisée par l'AIEA conformément au Traité est cruciale pour maintenir et favoriser la confiance entre les États Membres.

Le Maroc a pris part en tant qu'observateur à la première Réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, tenue du 21 au 23 juin 2022, à Vienne, a participé à la conférence des Nations Unies pour la négociation d'un instrument juridique contraignant visant à interdire les armes nucléaires en vue de leur élimination complète, en tant que Vice-Président, et a voté pour son adoption. Il adhère au principe, au fond et à la substance de ce traité conformément aux déclarations qu'il a faites lors des travaux de la Première Commission de l'Assemblée générale, et dans le respect des engagements qu'il a contractés en tant qu'État partie à la totalité des instruments multilatéraux relatifs aux armes de destruction massive.

Engagé en faveur du désarmement, le Maroc souligne le rôle du multilatéralisme dans ce domaine et apprécie les efforts complémentaires aux processus onusiens qui ambitionnent d'apporter une contribution aux efforts de la communauté internationale dans ce domaine.

C'est dans cet esprit que le Maroc a adhéré, en 2019, à l'initiative intitulée « Créer un environnement propice au désarmement nucléaire », dont il copréside actuellement avec les Pays-Bas le sous-groupe de travail chargé d'examiner la réduction des incitations des États à conserver, constituer ou accroître leurs arsenaux nucléaires et l'augmentation des incitations à réduire et éliminer les armes nucléaires, qui a pour objectif de créer un dialogue ouvert et inclusif sur les domaines prioritaires pour le désarmement et la non-prolifération des armes nucléaires, en tant que complément aux forums multilatéraux existants.

Mexique

[Original : espagnol]

[31 mai 2023]

Le Mexique soumet le présent document en application de la résolution 77/47 de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée « Suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013 », dans laquelle l'Assemblée prie le Secrétaire général de recueillir les opinions des États Membres sur la réalisation de l'objectif d'élimination totale des armes nucléaires, en particulier sur les mesures efficaces de désarmement nucléaire, y compris les éléments d'une convention globale sur les armes nucléaires.

Fidèle à sa tradition pacifiste, le Mexique rejette l'idée que les armes nucléaires permettent d'assurer la sécurité internationale ou de préserver l'équilibre stratégique. Au contraire, l'augmentation des dépenses militaires, les menaces, explicites ou non, d'utilisation d'armes nucléaires, de même que la doctrine dite de dissuasion nucléaire, représentent une menace d'emploi de la force qui est contraire à la Charte des Nations Unies et encouragent la prolifération.

Le Mexique est pleinement convaincu que l'idée de vivre à l'abri de la menace d'une guerre nucléaire et de parvenir à l'interdiction complète et à la destruction totale des armes nucléaires est un objectif auquel devraient concourir tous nos efforts politiques et nos bons offices diplomatiques. Les effets à court, moyen et long terme qu'une explosion nucléaire intentionnelle ou accidentelle peut entraîner aux niveaux régional et mondial sont dévastateurs. C'est pourquoi le Mexique considère que le combat en faveur du désarmement nucléaire revient à défendre et à renforcer les buts et principes de la Charte des Nations Unies, dans l'intérêt général et aux fins du bien-être de l'humanité tout entière.

Le Mexique fait partie de la première zone densément peuplée du monde à avoir été déclarée zone exempte d'armes nucléaires en vertu du Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco), lequel a servi de référence politique, juridique et institutionnelle pour la création d'autres zones exemptes d'armes nucléaires dans d'autres régions du monde. Il s'agit d'une preuve tangible de l'attachement de la région au régime de désarmement nucléaire.

Dans ce contexte, le Mexique se félicite de toutes les activités et manifestations commémoratives organisées à l'échelle internationale afin de promouvoir un monde exempt d'armes nucléaires. Chaque 26 septembre, il apporte son appui et participe aux activités organisées pour célébrer la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, instituée à la suite de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013, à l'initiative du Mouvement des pays non alignés. Il veille à être représenté au plus haut niveau possible afin de souligner l'importance qu'il y a à renforcer l'action en faveur du désarmement si l'on veut éviter des conséquences dévastatrices pour l'humanité.

Le Mexique mesure l'importance de la réunion de haut niveau de 2013, qui a mis en évidence le souhait légitime d'une grande majorité d'États de voir l'Organisation des Nations Unies se pencher sans plus tarder sur la question de l'élimination des armes nucléaires, question d'intérêt depuis la première résolution adoptée par l'Assemblée générale en 1946, dans laquelle il est fait état de la volonté des États Membres d'« éliminer, des armements nationaux, les armes atomiques ».

Bien que l'Organisation ait conscience depuis sa création du caractère prioritaire que revêt le désarmement nucléaire, compte tenu du risque que les armes nucléaires représentent pour l'existence de l'humanité, le Mexique est profondément préoccupé

par les troubles qui bouleversent actuellement la scène internationale. L'existence d'armes nucléaires et les menaces, explicites ou non, de leur emploi attisent les tensions partout dans le monde, suscitent la méfiance et entravent la coopération entre les États. Les modestes progrès réalisés jusqu'à présent dans la réduction de ces armes sont malheureusement contrariés par la modernisation et le perfectionnement constants des arsenaux nucléaires. Ces avancées technologiques conduisent à une nouvelle et dangereuse course aux armements.

Le Mexique dénonce le fait que les États dotés d'armes nucléaires ne respectent pas les engagements qu'ils ont pris au titre de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui a été renforcé lors des Conférences d'examen de 2000 et 2010. Il est particulièrement préoccupant qu'aux Conférences d'examen de 2015 et 2022, les parties n'aient pas réussi à se mettre d'accord sur un document final fondé sur le document approuvé par consensus en 2010. Le Mexique estime que la communauté internationale et diplomatique doit faire davantage pour contribuer, conformément aux engagements politiques qui ont été pris, au nouveau cycle d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Le régime international de désarmement traverse sa phase la plus compliquée depuis la guerre froide. L'absence de mesures concrètes aujourd'hui pourrait avoir des conséquences graves et dévastatrices dans un avenir proche, qui se répercuteront sur les générations futures.

Si la réunion de haut niveau de 2013 et les résolutions ultérieures de l'Assemblée générale font mention de l'importance et de la pertinence que continue de revêtir le mécanisme multilatéral pour le désarmement créé par l'Assemblée générale lors de sa première session extraordinaire consacrée au désarmement, il ne fait aucun doute que la paralysie de la Conférence du désarmement, qui dure depuis plus de deux décennies, témoigne de la crise que traverse l'organe. Malheureusement, on peut observer une tendance analogue au sein de la Commission du désarmement. Cette paralysie s'explique par l'absence de véritable volonté politique, de la part de divers États, de parvenir à l'élimination des armes nucléaires. Pour autant, les nouvelles réalités internationales imposent de revoir le mécanisme de désarmement actuel, dont on pourrait envisager la refonte à l'occasion d'une quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à cette question.

Avec l'adoption et l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, il a été clairement établi que l'emploi de ces armes était contraire au droit international. Entre autres dispositions, le Traité prévoit des procédures aux fins de l'élimination des armes nucléaires des arsenaux des États qui en sont actuellement dotés, non seulement après leur adhésion à l'instrument, mais même avant.

Le Mexique se félicite du fait qu'à ce jour, 92 États ont signé le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et 68 États y sont parties. Il espère que les États Membres et les États signataires du Traité continueront de respecter leurs obligations et de travailler ensemble pour promouvoir l'application et l'universalisation du Traité, ainsi que pour renforcer la norme relative à l'interdiction des armes nucléaires, compte tenu des conséquences humanitaires catastrophiques de ces armes.

Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires est pleinement conforme à l'obligation énoncée à l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et contribue à son application effective. Il concourt également à l'avènement et au maintien d'un monde exempt d'armes nucléaires en garantissant que le désarmement nucléaire sera irréversible une fois atteinte l'« option zéro ». Il est également pris acte, dans le Traité, des graves conséquences que les armes nucléaires ont sur la survie de l'humanité, l'environnement, le développement socioéconomique, l'économie mondiale, la sécurité alimentaire et la santé des

générationnelles actuelles et futures, ainsi que des effets disproportionnés des rayonnements ionisants sur les femmes et les filles.

Le Mexique a assuré la vice-présidence de la première Réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, qui s'est tenue du 21 au 23 juin 2022 à Vienne. À cette occasion, les États participants ont adopté une déclaration politique en réponse aux récentes menaces d'utilisation d'armes nucléaires et au risque accru de conflits nucléaires. Par ailleurs, le Plan d'action de Vienne pour l'application du Traité a été adopté sur la base des documents de travail précédemment examinés, et un groupe consultatif scientifique ainsi qu'une structure de travail intersessions ont été créés aux fins de l'application du Traité. Le Mexique a également été élu à la présidence de la deuxième réunion des États parties, fonction qui lui a été conférée par acclamation en reconnaissance de son engagement exceptionnel et historique en faveur du désarmement nucléaire.

Le Mexique regrette qu'il n'ait pas encore été possible de tenir la conférence de haut niveau prévue par cette résolution pour faire le point sur les progrès accomplis dans le désarmement nucléaire. Il importe que la question du désarmement nucléaire demeure une priorité à l'ordre du jour politique de l'Assemblée générale et il faut également continuer de forger un consensus multilatéral sur la nécessité d'éliminer les armes nucléaires existantes, de cesser de les employer et de ne pas en produire de nouvelles, comme condition de la sécurité et de la stabilité mondiales, et de la paix.

En ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, le Mexique souligne le rôle central du Traité d'interdiction des essais nucléaires dans le régime de désarmement et de non-prolifération nucléaires. Par ailleurs, il estime que, lorsqu'il entrera en vigueur, le Traité concourra à la réalisation de l'objectif d'élimination totale des armes nucléaires. Il est inquiétant que, plus de vingt ans après avoir été ouvert à la signature, le Traité ne soit toujours pas entré en vigueur, faute de volonté de la part de certains États.

À cet égard, le Mexique prie les États qui n'ont pas encore ratifié le Traité ou qui n'y ont pas encore adhéré, en particulier ceux qui figurent à l'annexe II, de le faire sans plus tarder. Il réaffirme que tous les États doivent s'abstenir de procéder à des essais nucléaires, à d'autres explosions nucléaires ou à tout autre essai non explosif pertinent, y compris les essais sous-critiques et les expériences menées par des superordinateurs pour améliorer les armes nucléaires, car cela contrevient à l'esprit du Traité d'interdiction des essais nucléaires.

Le Mexique soutient les initiatives visant à ce que les débats sur les difficultés techniques associées à la vérification du désarmement nucléaire se tiennent de plus en plus systématiquement à l'Agence internationale de l'énergie atomique, étant donné que celle-ci, en tant qu'instance de référence multilatérale principale pour la vérification nucléaire, y compris le désarmement, dispose de l'expertise technique nécessaire, est investie d'un mandat précis et jouit d'une vaste reconnaissance de la communauté internationale.

Le Mexique estime que la communauté internationale devrait se pencher sur d'autres questions stratégiques touchant au désarmement nucléaire. Les États devraient renoncer à la mise au point et au déploiement de systèmes de défense antimissiles qui sapent la stabilité stratégique mondiale et régionale, empêcher l'armement de l'espace et les courses aux armements dans l'espace, prendre des mesures préventives de maîtrise des armements, empêcher les courses aux armements de haute technologie d'aggraver les déséquilibres stratégiques internationaux et maintenir la sécurité et la stabilité stratégiques mondiales.

Le Mexique approuve les observations formulées par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies concernant une nouvelle conception des travaux de

l'Organisation en matière de désarmement, que celui-ci a présentées dans le rapport intitulé « Notre Programme commun » et dans son programme de désarmement intitulé « Assurer notre avenir commun : un programme de désarmement ». Il importe de favoriser un processus de réflexion sur le désarmement et de l'envisager non pas comme une fin en soi mais comme un moyen d'instaurer et de maintenir la paix.

Le nouvel agenda pour la paix doit avoir les objectifs suivants : l'interdiction et l'élimination totales des armes nucléaires et des autres armes de destruction massive ; un contrôle plus efficace des armes conventionnelles, notamment celles qui frappent sans discrimination, ainsi que des armes légères et de petit calibre ; la réglementation des nouvelles avancées technologiques en ce qui concerne les armes incompatibles avec le droit humanitaire international, par exemple les systèmes d'armes létaux autonomes.

Le Mexique n'ignore pas que les perspectives et les points de vue divergent en ce qui concerne les moyens de parvenir au désarmement nucléaire. L'approche consistant à mettre au point une convention globale sur les armes nucléaires fait partie des options qui permettraient de faire advenir un monde exempt d'armes de destruction massive et d'en assurer la pérennité.

De manière générale, une convention globale compléterait le cadre normatif existant en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires et devrait prévoir, au minimum, les éléments suivants :

1. l'interdiction des armes nucléaires, de manière à garantir l'irréversibilité du désarmement nucléaire ;
2. l'interdiction de la détention et de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et d'autres dispositifs explosifs nucléaires ;
3. la mise en place d'un mécanisme visant l'élimination des armes nucléaires existantes, selon un calendrier clairement défini ;
4. le démantèlement ou la conversion des usines de production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et d'autres dispositifs explosifs nucléaires ;
5. un mécanisme de contrôle international visant à garantir le respect des obligations qui découleraient de ladite convention ;
6. des dispositifs institutionnels visant à appuyer les objectifs et principes de ladite convention.

Le Mexique continuera à prendre part activement et résolument aux réunions intéressant le programme de désarmement nucléaire, afin de lancer des initiatives qui contribueront à faire advenir un monde exempt d'armes nucléaires et à en assurer la pérennité.

Uruguay

[Original : espagnol]
[22 février 2023]

L'Uruguay réaffirme son statut de pays pacifiste non doté d'armes nucléaires, ainsi que son engagement ferme en faveur du renforcement du régime de désarmement et de non-prolifération. En ce sens, son adhésion au cadre normatif multilatéral traduit une politique étrangère qui privilégie et prône la nécessité de progresser dans les négociations afin de parvenir à un désarmement général et complet, sous un régime international strict.

À cet égard, notre pays attache une importance particulière au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco) signé le 14 février 1967, qui constitue la première expression en droit international de l'interdiction des armes nucléaires. En participant activement à l'application du Traité, l'Uruguay a encouragé la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans le monde entier comme moyen efficace d'atteindre l'objectif d'élimination totale des armes nucléaires, et donné la priorité absolue à la paix et à la sécurité internationales, tant au niveau régional qu'international.

Notre pays est également partie à divers instruments juridiques internationaux tels que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, et a renforcé récemment sa participation aux questions de désarmement.

Pour que les engagements pris dans le cadre du Traité sur la non-prolifération soient respectés, l'Uruguay a accepté les mesures et les contrôles imposés par l'Agence internationale de l'énergie atomique concernant toutes ses activités pacifiques. À cet égard, il a signé un accord de garanties nucléaires avec l'Agence le 24 septembre 1971, conformément à l'article 13 du Traité de Tlatelolco.

De même, il convient de signaler que par la loi n° 17.750 du 26 mars 2004, l'Uruguay a approuvé le Protocole additionnel à l'Accord entre l'Uruguay et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties dans le cadre du Traité sur la non-prolifération.

Notre pays a conscience que la prolifération des armes nucléaires constitue une réelle menace pour la paix et la sécurité internationales. C'est pourquoi il insiste sur le fait que les États doivent prendre les mesures qui s'imposent au niveau national, conformément à leur législation interne et au droit international, en vue d'atteindre l'objectif d'élimination totale des armes nucléaires.

En tant qu'État non doté d'armes nucléaires, l'Uruguay partage les préoccupations légitimes de la majorité des membres de la communauté internationale concernant l'augmentation des arsenaux nucléaires détenus par certains pays ainsi que par des acteurs non étatiques.

C'est la raison pour laquelle notre pays plaide en faveur d'une mobilisation accrue des États dotés d'armes nucléaires, sous un contrôle international strict et efficace, contre l'emploi potentiel ou la menace d'emploi de ces armes, tant par des États que par des acteurs non étatiques.